

CommunAction

Le bulletin du réseau développement économique communautaire d'Ottawa
Volume 2, n° 4, automne 2004 – Gratuit



DANS CE NUMÉRO

| | |
|---|---|
| LE DEVELOPPEMENT PAR ET POUR LA COMMUNAUTE : CAPITALISER NOS ACQUIS..... | 1 |
| LE RESO : TRANSFORMATION PAR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE | 3 |
| ABONNEZ-VOUS AU RESEAU DEC D'OTTAWA..... | 3 |
| CONFERENCE DE 2004 DE LA CCSO..... | 4 |
| LES MINORITES VISIBLES CONFRONTÉES A DES OBSTACLES SYSTÉMIQUES A L'EMPLOI | 4 |
| LE DEC EN ACTION : BID COMPUTER INC..... | 5 |
| LA COOPERATIVE FADEPAS | 6 |
| BUREAU CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE..... | 6 |
| LES MEUBLES GENTILHOMME | 7 |
| LA COOPÉRATIVE AMI JEUNESSE..... | 7 |
| CALENDRIER DES ACTIVITÉS | 9 |

L'apprentissage entre pairs par l'entremise du réseau DEC est une merveilleuse façon de partager des idées, des expériences et des réalisations.

LE DEVELOPPEMENT PAR ET POUR LA COMMUNAUTE : CAPITALISER NOS ACQUIS.

Agissons maintenant !

Le vendredi 24 septembre, les membres du Réseau DÉC d'Ottawa et du Réseau DCBA se sont réunis pour discuter d'un sujet important, à savoir : « **Le développement par et pour la communauté : Capitaliser nos acquis.** »

La séance a été ouverte par Madame Ethel Côté qui a remercié l'assemblée et plus particulièrement Lisa Jayne, organisatrice de cette rencontre. Après le mot d'introduction de Monsieur Ken Hoffman, président du Comité d'Orientation du Réseau DÉC d'Ottawa, les deux co-animateurs, Madame Ethel Côté et Monsieur Dal Broadhead ont successivement présenté le plan et les objectifs de la réunion. Monsieur Rupert Downing, Directeur exécutif du Réseau canadien de DÉC (RCDÉC) a fait un vibrant exposé sur : « **Le mouvement DEC au Canada : tendances, défis et nouvelles possibilités** ».

Introduisant le réseau canadien du DEC suivi d'un survol de son état actuel au Canada, M. Downing a présenté les grandes lignes de l'initiative d'économie sociale du gouvernement fédéral, dont un budget de 160 millions de dollars est alloué sur cinq ans.

Le RCDÉC et le Chantier de l'économie sociale du Québec ont uni leurs efforts pour faire pression

auprès du gouvernement fédéral afin que cette initiative voit le jour.

Les fonds prévus se répartissent en trois catégories :

Renforcement des capacités :

Un projet pilote ciblé qui appuyera la planification stratégique et le renforcement des capacités des organisations de développement économique communautaire. La dotation s'effectuera cette année. En Ontario, les fonds seront versés par l'entremise d'Industrie Canada (47 millions de dollars destinés à des groupes partout au pays).

Financement d'immobilisations :

Ce sont des initiatives visant à faciliter l'accès à des prêts et à des capitaux patients (100 millions de dollars sur cinq ans).

Recherche : C'est par l'entremise des Alliances de recherche universités-communautés du Conseil de recherches en sciences humaines (15 millions de dollars sur cinq ans). Il sera important de produire des résultats et de faire la démonstration.

L'initiative comporte un quatrième volet qui ne prévoit pas l'attribution de fonds, mais qui permettra aux initiatives de DÉC et d'économie sociale d'avoir accès à des programmes fédéraux existants, notamment des programmes de développement des entreprises. Ainsi, une nouvelle gamme de possibilités de financement s'ouvrira aux entreprises sociales.



Le RCDEC a demandé à Industrie Canada de consulter les groupes de l'Ontario. Un réseau ontarien de groupes de DEC, coordonné par Monique Beaudoin, a été récemment formé.

Le message d'ensemble de l'exposé : **Agissons maintenant !** Pour être à l'ordre du jour à Ottawa, nous devons formuler une stratégie de collaboration. Nous devons rassembler les groupes locaux pour déterminer comment utiliser les fonds de façon judicieuse et efficace à l'échelle locale.

Les participants se sont présentés tour à tour au groupe et ont amorcé une conversation où chacun devait donner un mot clé représentant ses attentes pour la journée. Un lexique d'une quarantaine de mots a été créé. Parmi lesquels, on retient : « **Engagement** », « **Avancement** », « **Changement** », « **Action** » et « **Solidarité** »

Les discussions se sont ensuite poursuivies autour de questions précises, à savoir : « **Partageons-nous une vision commune en ce qui concerne le DEC à Ottawa ?** **Voulons-nous travailler ensemble pour améliorer et renforcer les compétences et les ressources du secteur de DEC à Ottawa ?** **Voulons-nous faire des affaires différemment en fonction des opportunités qui se présentent ?** **Quelles sont les prochaines étapes ?** »

Les échanges menèrent à identifier des possibilités, des actions et des stratégies adéquates pour renforcer le travail déjà en cours, afin d'élargir les capacités locales.

Des groupes se sont volontairement constitué autour des noyaux d'action et de stratégies recensés.

L'équipe DCBA/DEC explorera comment intégrer DCBA et DEC et

comment développer des stratégies pour augmenter l'adhésion.

L'équipe : acquis – équité - infrastructure explorera la façon d'optimiser les avoirs existants (p. ex. les immeubles) pour aider au financement des entreprises sociales et des projets de logement abordable. Elle examinera notamment la façon dont les CSC locaux, qui sont propriétaires de leurs édifices, peuvent affecter leurs capitaux propres à des fins de développement communautaire, par exemple des logements à prix modique. Cette équipe se penchera également sur le développement d'une infrastructure de soutien des entreprises de DEC et élaborera des stratégies pour réduire les obstacles à la croissance des actifs, telles que les limites imposées aux biens.

L'équipe d'élaboration de stratégies du secteur du DEC formulera une stratégie pour augmenter la capacité du secteur de DEC d'Ottawa selon les besoins de base, et cherchera à obtenir de nouvelles ressources pour le secteur. À cette fin, elle rédigera des propositions et entreprendra d'autres activités pour représenter et promouvoir le secteur du DEC auprès des décideurs clés, notamment le gouvernement fédéral et les fonctionnaires municipaux (Plan Stratégique Ottawa 2020).

L'équipe de la base organisera des réunions avec les groupes de DEC afin de déterminer les ressources et le soutien dont ils ont besoin et de définir l'éventail des expériences, des connaissances et des capacités du secteur du DEC.

L'équipe de recherche identifiera des façons d'établir des liens entre les deux universités, les deux collègues et le Conseil de planification sociale au sein d'un « réseau de recherche en DEC » qui étudiera les

« meilleures pratiques », développera la capacité de recherche du secteur et documentera les activités du secteur du DEC à Ottawa.

Les différents groupes sont chargés de faire un suivi et d'établir une liaison avec les différents acteurs du Réseau DEC. Presque tous les participants se sont engagés à s'occuper d'une partie du plan d'action.

En fin, tous les participants ont été invités à faire part de leurs impressions de la journée. Des mots comme « **positif** », « **unis** » et « **visionnaire** » ont été exprimé tout en se félicitant de l'organisation et des résultats de la réunion. D'autres mots : « **défi** » et « **optimiste** », reflètent la décision des participants de travailler ensemble, appréhendant les difficultés inhérentes à la tâche. Pour de plus amples renseignements ou pour vous joindre à une équipe d'action, contactez Lisa Jayne au (613) 236-9300, poste 304 ou par courriel au cednet@spcottawa.on.ca. Pour en savoir plus sur le réseau de DEC de l'Ontario, visitez le site Web http://www.ccednet-rcdec.ca/fr/pages/resources_1.asp ou communiquez avec Monique Beaudoin, coordonnatrice régionale de l'Ontario, au (705) 671-9983 ou à l'adresse mbeaudoin@ccednet-rcdec.ca.

Signalons que pendant la pause-café, un délicieux goûter végétarien a été servi par *People First*ⁱ et qu'un léger dîner a également été servi par Beldajia, une des coopératives mises sur pied par *CIFODE*ⁱⁱ

◆ — *article rédigé par Marie Goretti et Amanda Shaughnessy*

LE RESO : TRANSFORMATION PAR LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE

Un renouveau dans le sud Ouest de Montréal

« Capitale de la pauvreté au Canada », aux années 1984, le sud Ouest de Montréal vit actuellement un renouveau et une effervescence exceptionnelle grâce aux initiatives de développement communautaire. La première expérience en développement communautaire fut le PEP (Programme Économique de Saint-Charles). Plusieurs autres initiatives semblables naissent à peu près à la même époque. Toutes ces initiatives ont pour but, la relance de l'économie, suite au déclin industriel et au dépeuplement en milieu urbain. En 1989, le PEP est remplacé par le RESO (regroupement économique. Sociale du sud-Ouest).

« Les ingrédients aux facteurs de cette réussite »

**Une expérience de participation
citoyenne :** le projet est piloté par
une organisation appartenant à la
communauté.

*Le conseil d'administration est
composé de personnes en
provenance de toutes les couches de
la communauté : représentants du
milieu des affaires, organismes
communautaires représentant des
organisations syndicales
Participation des citoyens et
citoyennes qui vivent dans le sud-
Ouest de Montréal.*

La concertation : la clé pour avancer

La réussite du sud-Ouest n'est pas
seulement l'action du RESO c'est
l'action concertée de multiples
partenaire privé, public,
communautaire.

Une approche globale et intégrée :

Le RESO traite les questions selon
une approche diversifiée, globale,
intégrée qui s'intéresse à des enjeux,
multiples tel que le développement
des entreprises, de l'emploi, la
formation de la main d'œuvre,
l'aménagement du territoire et des
infrastructures, la qualité de vie,
l'habitation, la culture, les services de
proximité, l'éducation et l'intégration
des jeunes, etc. »

La rencontre de l'économie et du social

Pour créer des emplois, il fallait
stabiliser la base industrielle, établir
ensuite une sécurité de revenu pour
des travailleurs ayant un faible niveau
de scolarisation par la formation
permanente.

**« Le Sud-Ouest compte
aujourd'hui plus d'acteurs
économiques conscients de leurs
responsabilités sociales et plus
d'acteurs sociaux conscients de
leur rôle économique »**



— article rédigé par Marie Goretti ⁱⁱⁱ

ABONNEZ-VOUS AU RÉSEAU DÉC D'OTTAWA!

*Joignez-vous à un réseau en pleine
expansion de citoyens et
d'organismes qui croient que les
personnes à faible revenu ont leur
place, tout comme les personnes
handicapées, les personnes ayant
des problèmes de santé mentale,
les membres des Premières nations,
les jeunes et les autres personnes
aux prises avec la pauvreté et
l'isolement social et économique.*

*Le DÉC dépend de la mise en
commun de diverses compétences
générales et spécialisées,
d'organismes capables et
entreprenants, d'échéanciers de
mise en œuvre plus longs que la
moyenne, de la coordination entre
plusieurs programmes ainsi que de
bailleurs de fonds qui appuient la
mobilisation communautaire et la
coopération entre les secteurs
public, privé et communautaire.*

AVANTAGES DE L'ADHÉSION

*L'accès à de l'information, des
compétences et des ressources en
matière de développement
économique communautaire;*

- *La possibilité pour les
organismes de DÉC et les praticiens
l'établir des liens et des partenariats
par l'entremise de réunions et de
symposiums communautaires;*
- *La possibilité de s'informer de
nouvelles, d'événements, de projets
et d'offres d'emploi par l'entremise de
la liste de diffusion du Réseau*

*Abonnez-vous au Réseau DÉC
http://www.ced-dec-ott.net/french/membership_fre.html
ou communiquez avec Lisa Jayne
au: 613.236.9300, poste 304;
cednet@spcottawa.on.ca*

CONFERENCE DE 2004 DE LA CCSO

Susciter le changement : construire des communautés en santé à partir de zéro

Des intervenants communautaires, professionnels ainsi que bénévoles, se sont réunis à Perth du 23 au 25 septembre pour une conférence organisée par *La Coalition des Communautés en santé de l'Ontario (CCSO)*.

Des exposés, des ateliers et plusieurs autres activités étaient au programme. Lors de la première journée, la conférencière Sherri Torjman, vice-présidente du Caledon Institute of Social Policy, a parlé des *Initiatives communautaires intégrées (ICI)*. Les ICI constituent un effort à l'échelle communautaire visant à obtenir de meilleurs résultats pour les individus et les familles ainsi qu'une amélioration des conditions de vie dans les quartiers, par une collaboration globale entre les secteurs social, économique et physique.

Le lendemain, Maureen Geddes, fondatrice et présidente de CANGRAM International Inc., a parlé des « *communautés diverses et inclusives* ».

L'événement comportait seize ateliers simultanés traitant de sujets aussi divers que les projets d'art communautaire, les projets environnementaux et les programmes d'entraide. Deux ateliers portaient sur le DÉC

David Sherwood a parlé des activités de DÉC menées dans une petite ville francophone. Il a relaté l'histoire de la mobilisation communautaire de Ste Anne de Prescott, dont les habitants

ont transformé une crise locale (la fermeture de la Caisse populaire) en un mouvement de changement social et économique constructif.

Myriam Gbedi-Guzman a fait part de son expérience au sein de projets de DÉC interculturels. Elle croit de tout cœur qu'en donnant plus de moyens aux femmes, on améliore la situation des familles. Elle a travaillé en étroite collaboration avec des femmes nouvellement établies au Canada.

Cette conférence a été pour ses participants une excellente occasion d'entendre des cas de réussite, de visiter des kiosques informatifs, de faire des rencontres intéressantes et de prendre part à diverses activités.

La CCSO tiendra, conjointement avec l'Algoma University College et le Réseau canadien de DÉC, un Congrès pancanadien de DÉC et d'économie sociale en 2005, à Sault Ste Marie du 4 au 7 mai 2005.



— *article rédigé par Lisa Jayne iv*

LES MINORITÉS VISIBLES CONFRONTÉES À DES OBSTACLES SYSTEMIQUES A L'EMPLOI

Une note d'information du Conference Board met en lumière les défis auxquels font face les immigrants membres des minorités visibles



Le **Conference Board** du Canada a récemment publié une note d'information qui fait état de la

situation des minorités visibles en matière d'emploi. Conclusion : les immigrants appartenant à ces minorités doivent encore surmonter des obstacles de taille pour réussir sur le plan professionnel. Cela vous surprend-il?

Ce document, intitulé *Faire disparaître les divisions : les minorités visibles s'expriment*, résume les propos de sept groupes de discussion auxquels ont participé des gestionnaires et des professionnels, immigrants ou nés au Canada, qui appartiennent à des minorités visibles et qui ont réussi leur carrière. Les participants ont relaté plusieurs cas où des possibilités d'avancement professionnel leur avaient été refusées à cause de leur accent, ou parce que leur expérience de travail ou leurs titres de compétences n'étaient pas reconnus. Aux dires des participants, les entreprises utilisent des termes comme « manque de compatibilité » pour exclure des postes de direction les candidats compétents issus des minorités visibles. De nombreux immigrants ont même dit avoir l'impression que leur accent donnait un prétexte aux employeurs pour les écarter des concours.

« Si le Canada a besoin de chauffeurs de taxi, qu'il invite des chauffeurs de taxi, pas des professionnels »
(participant à un groupe de discussion)

« Le racisme ne se discerne pas à l'aide des simples sens : on ne peut le voir, ni l'entendre, ni le sentir, ni le toucher, mais il existe bel et bien. Il est subtil, invisible et volatil », déclare le sénateur Donald Oliver, qui s'est fait le champion du programme de recherche et d'éducation du

Conference Board visant à maximiser l'apport des minorités visibles. Le fait que le Canada ne reconnaisse pas les titres de compétences et l'expérience de travail obtenus à l'étranger empêche nombre d'immigrants hautement compétents d'exercer leur profession, même dans les domaines où il existe une pénurie criante de main-d'œuvre. Ces restrictions sont particulièrement frustrantes pour les nouveaux immigrants reconnus comme des travailleurs qualifiés. « Si le Canada a besoin de chauffeurs de taxi, qu'il invite des chauffeurs de taxi, pas des professionnels », a fait remarquer un participant.

« Ces situations sont des exemples d'obstacles systémiques », souligne Prem Benimadhu, vice-président du Rendement organisationnel au Conference Board.

Quelques conseils pour mieux réussir...

Les participants aux groupes de discussion ont décrit les stratégies auxquelles ils avaient eu recours pour réussir leur carrière. Voici ce qu'ils conseillent aux membres des minorités visibles et aux nouveaux immigrants :

... à ceux qui cherchent l'emploi

- Apprendre à parler couramment les langues officielles du Canada et essayer de s'adapter aux normes culturelles canadiennes.
- Prendre en main sa carrière en recherchant activement des employeurs potentiels et en perfectionnant constamment ses méthodes de préparation aux entrevues.
- Profiter des possibilités de réseautage et de mentorat offertes au sein et à l'extérieur du milieu de travail.

- Adopter une attitude gagnante et être à l'affût des occasions de faire valoir ses compétences.

La plupart des participants ont décidé de fournir un effort soutenu dans la recherche d'emploi, d'accepter n'importe quel travail tout en continuant de chercher un emploi correspondant à leurs compétences. Nombre d'entre eux vont aussi poursuivre des études dans des établissements d'enseignement canadiens.

... aux organisations

Les participants avaient également des conseils à donner aux organisations :

- Encourager les gestionnaires supérieurs à donner l'exemple et à se comporter de manière à promouvoir l'inclusion.
- Tenir les gestionnaires et les dirigeants responsables du respect et de l'application des politiques sur la diversité et de l'atteinte des résultats en la matière.
- Offrir des incitatifs ou imposer des pénalités pour favoriser l'atteinte des objectifs en matière de diversité.
- Veiller à ce que tous les membres de l'organisation aient accès à des possibilités de perfectionnement professionnel.
- Offrir une formation sur la diversité à tous les employés, y compris les membres de minorités visibles et les immigrants.

Selon les participants, le fait d'offrir une formation sur la diversité à tous les employés peut contribuer dans une large mesure au succès d'une entreprise.

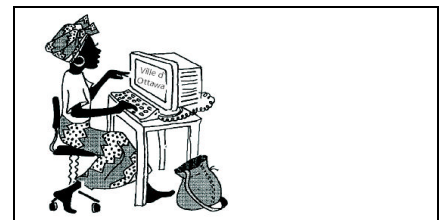
« Les employeurs peuvent montrer qu'ils offrent un environnement accueillant aux minorités visibles en assurant une forte représentation des diverses communautés à tous les

niveaux hiérarchiques », ajoute Prem Benimadhu. Les participants ont évoqué le soutien des gestionnaires comme un facteur essentiel du succès. « Ceux qui estimaient que les employeurs et les gestionnaires étaient justes avaient moins tendance à percevoir d'autres obstacles à l'avancement ».

Les minorités visibles constituent un segment important et croissant de la population canadienne, et ont de multiples compétences et de talents à offrir à leur pays d'adoption. « Les organisations qui maintiennent ces obstacles perdront l'accès à une réserve croissante de personnes talentueuses. On devra à l'immigration toute la croissance de la main-d'œuvre canadienne d'ici 2011, et les trois quarts des nouveaux travailleurs feront partie de minorités visibles », rappelle M. Benimadhu. Il est devenu crucial pour les entreprises de reconnaître les compétences et les talents des minorités visibles, et d'en tirer profit.

◆
article est rédigé par Lisa Jayne, basé sur un communiqué du Conference Board. v

LE DEC EN ACTION : BID COMPUTER INC



Fondé en Avril 2003, BID est une entreprise qui s'occupe de la réparation, la vente des ordinateurs, et la formation en informatique. L'installation et la mise à jour des logiciels, la configuration des serveurs, le câblage de réseau font également partie des services offerts. Le nom BID est tout simplement constitué des initiales des trois

jeunes gens fondateurs de l'entreprise. Ils ont entrepris d'unir leurs efforts et leur talent pour contourner l'intégration difficile sur le marché formel du travail. Ils ont par ailleurs compris que l'union fait la force plutôt que l'action individuelle. C'est ainsi qu'ils offrent des stages de formation et d'entraînement à différentes personnes désireuses de parfaire leurs compétences en informatique pour être plus performant sur le marché du travail. Ils projettent d'étendre leurs services de formation en informatique s'ils obtiennent un coup de main. Sinon, ils seront obligés de fermer leur salle de classe à cause du coût élevé de location et du matériel.

BID travaille en partenariat avec beaucoup d'autres organismes pour lesquels ils confectionnent des cartes d'affaires, des pages publicitaires et installent des sites Web.

Pour plus d'information ou pour commander l'un ou l'autre service, contacter Michel au :

1376 rue Bank suite 408

Tél. (613) 321 2202

Courriel : info@bidcomputers.com

Site Web: www.bidcomputers.com

— *article rédigé par Marie Goretti sur base d'informations reçues de Michel*

LA COOPÉRATIVE FADEPAS

Un pont entre les générations

La coopérative FADEPAS (Foyer d'Accueil Des Enfants et des Personnes Agées Somaliens) est un organisme sans but lucratif. La coopérative a l'objectif de créer un pont entre les générations de la communauté somalienne. La coopérative a déjà organisé des activités pour permettre aux enfants et les personnes âgées de se rencontrer.

Le 21 Juin un forum a été organisé pour rencontrer les aînés, les

sensibiliser sur leur rôle et discuter de leurs besoins.

Le 14 Août un pique-nique au cours duquel ont été organisés des jeux de basket-ball, un quiz sur la culture somalienne, des compétitions de course, et du maquillage pour les enfants, a été couronné par la remise de prix aux gagnants.

C'est déjà beaucoup pour un organisme qui se cherche encore et qui ne compte que sur les maigres ressources de son personnel. Sa mission est pourtant bien précise dans un texte que l'on peut consulter sur son site Web :

www.fadepas.ca/mission.html

Énoncé de Mission

FADEPAS met en œuvre des moyens permettant aux jeunes de la communauté somalienne d'être en communication avec les personnes âgées afin d'être en contact avec leur identité multiculturelle.

Vision

FADEPAS croit que les personnes âgées de notre communauté ont des besoins et qu'il est temps de les exprimer par l'échange de services. Ces personnes sont de sources importantes de savoir culturel (langue, art, histoire...) Elles méritent tout notre respect

Notre communauté a la responsabilité de prendre soin des personnes âgées et de mettre en œuvre des moyens pour faciliter leur vie au quotidien. Il est de notre devoir de mettre en place des moyens pour que les jeunes puissent bénéficier des acquis des personnes âgées. Nous voulons offrir à nos jeunes toutes les ressources possibles afin de les inculquer une culture identitaire et une ouverture sur les réalités multiculturelles. Pour de plus amples renseignements contacter Madame Faduma H. Dauud

au (613)232-8668 ou par courriel : faduma.daaauud@fadepas.ca

— *article rédigé par Marie Goretti sur base d'information reçue de Faduma Dauud*

BUREAU CANADIEN DES DROITS DE LA PERSONNE



Fondé en 1968, le bureau canadien des droits de la personne se définit comme étant « un organisme de charité » ayant comme mission principale,

- Assister les gens comme les ex-détenus qui ont des problèmes avec la justice.
- Intervenir pour eux auprès des services sociaux, des propriétaires, des employeurs, des décideurs municipaux, provinciaux, fédéraux, les politiciens et les autres personnes pouvant les aider à affronter les obstacles à leur réintégration sociale.

Mandat

L'équipe du bureau canadien des droits de la personne est convaincue que **la vraie réhabilitation passe par le travail**, et l'autonomie qui peut en découler.

Leur 35 années d'expérience dans le domaine de la réinsertion sociale leur permettent d'affirmer que « ceux qui s'en sortent sont ceux qui trouvent un travail qu'ils aiment ». Ces derniers retrouvent l'estime de soi grâce à un travail qui leur permet de s'assumer financièrement et de tisser un réseau social qui leur manque durant une période d'incarcération. Ceux qui se retrouvent seuls, sans l'aide de personne, font l'objet de stigmatisation dans la communauté et peuvent se retrouver vite le chemin du crime pour survivre. C'est donc dans le but d'aider les ex-détenus à apprendre un métier qui leur

permettrait d'avoir un emploi qu'est né l'atelier de recyclage de meubles.

«Le City Workshop»

A l'atelier, les meubles qui sont ramassés un peu partout à travers la ville sont réparés, poncés, repeints, rembourrés, bref, remis à neuf pour être vendus. Des personnes de la communauté viennent parfois faire réparer des meubles, ou pour faire changer le tissu. L'argent ainsi gagné sert à défrayer le coût de l'atelier. Le reste revient aux bénéficiaires pour leur faciliter le transport et payer les frais administratifs. L'excédent des meubles est acheminé dans leur magasin « Les meubles Gentilhomme ».

LES MEUBLES GENTILHOMME :



Un exemple à suivre

Il faut le voir pour le croire! De l'atelier poussiéreux où des centaines de vieux meubles sont entassés et où l'on entend que des coups de marteau et de machines à scier, on passe à une exposition d'une diversité de beaux meubles. Un vrai travail d'artiste: des commodes en bois dur de l'époque victorienne, des bureaux de tout genre et de toutes les tailles, des chaises, des tables à dîner, des berceaux pour bébés et j'en passe. Bien que l'exiguïté des locaux ne favorise pas une bonne présentation des meubles, on peut dire qu'il y a de quoi être fier pour l'équipe du «city workshop» dont les ressortissants sont souvent engagés par des entreprises comme ASBEX et RJW stonemasons.

Il est important de signaler que le personnel du bureau canadien des droits de la personne est constitué de bénévoles, appuyés par un conseil d'administration compétent, en

provenance de tous les métiers, se considérant comme une « pléiade gravitant autour de Gaston Nicolas, l'âme de l'entreprise ». Directeur général de l'entreprise, Gaston Nicolas est considéré par ses pairs comme étant un bon motivateur. L'entreprise aimerait augmenter le nombre de clients desservis pour continuer son travail de lutte contre la criminalité, mais, «il ne suffit pas seulement de la bonne volonté, encore faudrait-il que les fonds alloués au développement communautaire, et surtout à la lutte contre la criminalité, soient affectés à des mécanismes concrets au lieu des tables de discussion».

Pour plus d'information, contacter :
Bureau canadien des droits de la personne
9 rue Bayview , suite c
Tél. : (613) 594-9466



— *article rédigé par Marie Goretti*

LA COOPERATIVE AMI JEUNESSE

*St. Nicolas
Le Patron
des
écoliers*



Bon comme le pain, franc comme l'or, la coopérative Ami Jeunesse est un organisme qui consulte sa clientèle pour établir ses priorités. En effet, la coopérative organise des réunions où elle invite sa clientèle à s'exprimer sur la qualité des services rendus, les changements ou les améliorations qui pourraient y être apportés. Tout comme ses partenaires, sa clientèle aussi est informée sur les activités de collecte de fonds, le calendrier, les dépenses avec les chiffres à l'appui.

Voici comment la coopérative se définit dans le bulletin de mai 2004 :

Mission

La coopérative Ami Jeunesse a pour mission de travailler au soulagement de la pauvreté et ses effets chez les enfants, adolescentes et adolescents francophones de la région d'Ottawa. La coopérative Ami Jeunesse établit les partenariats avec différentes entreprises et organismes.

Vision

Le développement intégral des enfants est la raison d'être de la coopérative Ami Jeunesse. Pour cela la coopérative fournit des services adaptés aux réalités de sa clientèle dont elle encourage la prise de responsabilités impliquant les personnes concernées.

L'opération sac d'école.

Qu'est-ce qu'en fait l'opération sac d'école? Pour la septième fois, *Saint Nicholas*^{si} est passé dans les familles d'Ottawa! Il n'a pas apporté que des bonbons dans les petits souliers, mais plutôt des sacs d'école garnis de fournitures scolaires, évitant ainsi le cauchemar de la rentrée scolaire pour les familles à faible revenu. L'opération sac d'école est l'une des quatre priorités de la coopérative Ami Jeunesse, les trois autres étant:

- **Opération Nutrition**, un programme qui offre une boîte d'un mélange de fruits et légumes au prix de 10 \$ ou 15 \$ aux familles dans le besoin. Ami Jeunesse ajoute à cette boîte du pain, du fromage, du yoghourt et du lait pour permettre aux familles de préparer des diners nutritifs pour les écoliers. Cette boîte nutritionnelle est complétée de lait en poudre et de nourriture en purée pour les familles qui comptent un nouveau-né.

- **Opération Partage des fêtes** qui consiste en la remise d'un panier de Noël et de cadeaux aux enfants et adolescents des familles à faible revenu.

- **Opération vêtements et ameublement** : la coopérative ami Jeunesse dispose d'un magasin, *la chaîne de l'amitié*, qui remet les vêtements et des layettes pour bébés aux familles dans le besoin, de l'automne au printemps. Pour ce qui est de l'ameublement, la coopérative ne dispose pas d'un dépôt de meubles. Les familles qui en ont besoin s'inscrivent, et les meubles leur sont livrés aussitôt reçus.

Selon ses prévisions, la coopérative Ami Jeunesse devait octroyer 1517 sacs d'école à des enfants francophones d'Ottawa de la 1^{ère} à la 12^{ème} année à des familles à faible revenu. Mais le nombre d'enfants de sa clientèle continue de croître du jour au lendemain, ce qui fait que ses prévisions ont été largement dépassées. 1771 enfants ont bénéficié du sac d'école. Ceci signifierait-t-il une montée en flèche

du nombre de familles dans le besoin? La ville d'Ottawa serait-elle en train de voir son nombre de chômeurs et d'assistés sociaux augmenter? Comme c'est bien dit dans le bulletin de Mai de la coopérative Ami Jeunesse, *'les chiffres ne mentent pas!* Et c'est ce qu'indique le tableau ci-dessous :

Signalons qu'en date du 9 Septembre 2004, 187 nouvelles familles se sont jointes à la clientèle d'Ami Jeunesse. D'après le directeur général de la coopérative, monsieur Jérôme Tremblay, de nouvelles familles s'inscrivent au jour le jour. C'est ainsi que les familles comptant un adolescent ou une adolescente n'ont pas encore toutes bénéficié d'un dictionnaire et d'un livre de grammaire comme prévu. La bourse de Saint Nicolas se gonfle-t-elle proportionnellement à l'augmentation de sa clientèle?

Toujours est-il que la coopérative Ami Jeunesse a compris dès le départ que le développement communautaire commence à la base, c'est-à-dire par la jeunesse qui est le monde de demain. Et son succès,

il le doit à son Conseil d'Administration, son personnel et ses 6351 bénévoles. Ami Jeunesse compte également sur le soutien de Connexion Emploi, la fondation Trillium et beaucoup de commanditaires et partenaires qui ne sont pas cités ici.

Pour de plus amples information, contacter Anissa Houssein au (613) 820-3073, par courriel: amijeunesse@bellnet.ca ou visiter leur site Web: www.ncf.ca/amijeunesse

| <i>Année</i> | <i>Nombre d'enfants</i> | <i>Familles</i> | <i>Secteur desservi</i> |
|--------------|-------------------------|-----------------|-------------------------|
| 1998 | 180 | 75 | Ouest |
| 1999 | 475 | 173 | Est-Ouest |
| 2000 | 945 | 307 | Est-Ouest |
| 2001 | 1775 | 599 | Est-Ou.-Sud |
| 2002 | 2215 | 788 | Est-Ou.-Sud |
| 2003 | 2316 | 915 | Est-Ou.-Sud |

◆
— *article rédigé par Marie Goretti sur base d'informations reçues de Florence Kinzunga, intervenante à Ami Jeunesse*



CALENDRIER DES ACTIVITÉS

TENEZ-VOUS AU COURANT DES ACTIVITÉS DU RÉSEAU DÉC D'OTTAWA!

Novembre
15-17 novembre 2004

La Conférence canadienne sur l'entreprise sociale 2004
Centre Eaton Marriott, Toronto :

- Rencontrer d'autres organismes à but non lucratif qui ont déjà lancé les entreprises afin d'atteindre leurs objectifs sociaux ;

- Apprendre tout sur des stratégies différentes des entreprises sociales pour réaliser des bénéfices et créer des emplois Entrepreneurs sociaux: discuter des nouveaux modèles d'affaires en tant que modèles de réussite

Frais après le 22 Octobre : 525 \$ frais complet, 425 \$ organisme à but non lucratif etc.

Les subventions sont disponibles.

Renseignements : www.socialentreprise.ca, 1-877-809-9997 (Tél.), conference@socialentreprise.ca (courriel)

À PROPOS DU RÉSEAU DÉC D'OTTAWA

Le Réseau DÉC d'Ottawa est une initiative sans but lucratif conçue pour stimuler le développement économique communautaire dans la région d'Ottawa. Parrainé par le Conseil de planification sociale d'Ottawa et financé par la Ville d'Ottawa et la Fondation Trillium, le réseau a pour raison d'être :

- de mieux faire connaître le DÉC à Ottawa et de faire en sorte qu'il fasse partie des orientations stratégiques de la Ville;
- de recueillir des renseignements sur les besoins du secteur afin d'aider les organismes et les personnes qui s'occupent d'initiatives de DÉC actuelles et futures;
- de fournir des occasions de réseautage aux intervenants du DÉC qui travaillent à mettre en œuvre des projets semblables;
- de fournir une aide technique (comptabilité, administration, planification des affaires et planification stratégique, TI, RP, etc.) aux initiatives de DÉC mises en œuvre à Ottawa.

Le réseau est à la recherche de bénévoles comptant une expérience professionnelle, de personnes qui participent à la réalisation d'initiatives sociales ou qui s'y intéressent et de donateurs.

Personne-ressource : Lisa Jayne, coordonnatrice, Réseau DÉC d'Ottawa

Téléphone : (613) 236-9300, poste 304

Courriel : cednet@spcottawa.on.ca

Télécopieur : (613) 236-7060

Site Web : www.ced-dec-ott.net



Si vous voulez faire connaître un partenaire commercial ou rédiger un article, rendre compte d'une ressource, traiter d'un projet de DÉC ou faire la promotion d'une initiative ou d'une activité, veuillez communiquer avec Lisa Jayne : (613) 236-9300, poste 304

L'édition de ce numéro a été assurée par CIFODE : www.cifode.ca

NOTES

i Pour obtenir un menu de People First communiquer avec Sue Evans au (613) 726-1418 ou à e1v2a3n4@magma.ca.

ii Centre d'Intégration de Formation et de Développement - Pour obtenir un menu de Coopérative Beldajja communiquer avec Fedora au (613) 569-2456, ou à info@cifode.ca.

iii Résumé d'extraits de l'article *Le Sud Ouest De Montreal Profondement Transforme* Par Le Développement Economique Communautaire du *Making Waves* Volume 15 numéro 1 de la page 23 à 28

iv Des éléments de cet article ont été tirés de *Bulletin*, le bulletin de la Coalition des communautés en santé de l'Ontario, « *Susciter le changement : conférence 2004* », par Lorna Heidenheim (2004) http://ccso.ca/ressources/bulletin/automne_2004_fr.pdf

v Le communiqué du 9 septembre 2004 du Conference Board, intitulé « *Les minorités visibles aux prises avec de subtiles obstacles à l'avancement* »

(http://www.conferenceboard.ca/press/2004/visible_minority_advancement-f.asp) et sur la note d'information de Bente Baklid, intitulée « *Faire disparaître les divisions : les minorités visibles s'expriment* », parue le 9 septembre 2004 (<http://www.conferenceboard.ca/documents.asp?next=785>)

vi Saint Nicolas est considéré comme étant le patron des écoliers. En Europe on fête encore la Saint Nicolas pour récompenser les bons écoliers. Il est toujours accompagné du père fouetard pour punir les petits garnements.